

Kinshasa, RD Congo, 19 février (Infosplusgabon) - La Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) a réclamé l'application intégrale et effective des dispositions en souffrance de l'Accord de la Saint-Sylvestre, dans une déclaration rendue publique lundi, à l'issue de l'Assemblée plénière extraordinaire tenue du 15 au 17 février 2018.

Parmi ces dispositions, la déclaration indique notamment le parachèvement des mesures de décrispation du climat politique, la dynamisation de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), les dispositions relatives au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC).

La CENCO recommande aux autorités compétentes d'annuler les textes interdisant les manifestations pacifiques, d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de ceux qui ont commis des actes délictueux à l'occasion des marches organisées par le Comité Laïc de Coordination (CLC) et de prendre les dispositions appropriées pour encadrer les marches pacifiques comme cela se fait sous d'autres cieux.

Elle leur demande également d'arrêter les poursuites et les menaces à l'endroit des organisateurs des marches pacifiques qui n'ont fait qu'exercer leurs droits reconnus par la Constitution, ainsi que de rendre crédible et effective l'autorité de l'Etat pour sauvegarder l'intégrité du territoire national, de protéger les frontières et d'assurer la sécurité de la population et de ses biens.

«La RD Congo appartient à tous ses filles et fils. C'est un droit et un devoir de tous de combattre tout ce qui peut hypothéquer son avenir», a-t-elle souligné, avant de réitérer son appel à la responsabilité des personnes et des institutions chargées de la préparation et de l'organisation des élections pour l'intérêt supérieur de la nation.

Elle a déploré la campagne de dénigrement et de diffamation de l'Eglise catholique et sa hiérarchie, particulièrement le cardinal Laurent Monsengwo, visant à affaiblir la force morale de l'église et à détourner l'attention du peuple des vrais enjeux.

Elle invite la CENI à lever l'équivoque et les suspicions autour de la «machine à voter» en acceptant sa certification par des experts nationaux et internationaux, avant de recommander au peuple congolais de rester debout et vigilant, de prendre son destin en main, notamment par la prière et par des initiatives de nature à barrer pacifiquement la route à toute tentative de confiscation ou de prise de pouvoir par des voies non démocratique et anticonstitutionnelles.

A la communauté internationale, la CENCO demande de continuer à accompagner la RD Congo dans le processus électoral et de placer le bien du peuple congolais au-dessus de ses intérêts.

La déclaration a été signée par 34 évêques de la RD Congo dont l'archevêque de Kisangani et

président de la Cenco, Mgr Utembi Marcel, archevêque co-adjudicateur nommé de Kinshasa administrateur apostolique de Mbandaka-Bikoro et de Bokungu-Ikela Ambongo Friolin et Vice-président de la CENCO, Mgr Ambongo Fridolin et l'archevêque de Kinshasa, le Cardinal Laurent Monsengwo.

FIN/INFOSPLUSGABON/ESD/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon